

## Quelques instants en bonne compagnie

Pour donner envie à celles et ceux qui ne l'ont pas encore lu, ou acheté... ou qui se demandent si cela vaut le coup...

Pour nous, c'est sûr, il vaut le coup d'être acheté et lu, car c'est un bon livre...

Quelques mises en bouche ?.....



Photo : David Atlan - Point de Vue

*237 pages, 19,50 euros*

## « Poutine cherche à ré-enraciner la Russie » (I)



"....Je n'ignore pas qu'on accuse Poutine de restaurer le vieil autoritarisme tsariste. Je crois surtout qu'il a choisi de rétablir l'ordre en renouant avec un passé dont les communistes prétendaient faire table rase. Comme la Révolution française, la révolution bolchévique a fait couler le sang, elle a profondément déstabilisé le pays. Poutine tente de ré-enraciner la Russie dans une histoire séculaire. Je n'ai pas l'impression que les Russes le lui reprochent ! On ne peut pas changer profondément la nature d'un pays, pas plus qu'on ne peut façonner un "homme nouveau". Ce rêve prométhéen est homicide et vain. Les peuples sont ce qu'ils sont. La révolution n'a rien changé au tempérament gaulois des français. Au contraire, elle a plongé le pays dans des guerres civiles incessantes en dissolvant les communautés naturelles que préservait la monarchie: la famille, la paroisse, les métiers, la province....."

Il est frappant de constater que les pays qui émergent ou qui retrouvent leur place s'appuient tous sur leurs traditions culturelles et sociales. C'est une leçon que nous devrions méditer..."

(Chapitre IX - Politique étrangère, page 175).

## « L'envie de participer à l'aventure nationale » (II)

"...Je ne peux pas me résigner à l'idée que la France ne soit rien d'autre qu'une juxtaposition de communautés. Comment l'éviter ? La laïcité de l'Etat, que je distinguerai d'un laïcisme idéologique et belliqueux, est une première réponse.... Pour autant, je ne crois pas qu'il suffise d'affirmer la laïcité de l'Etat pour donner à chacun l'envie de participer à l'aventure nationale, quelle que soit son origine.

Là encore, il revient aux chrétiens de montrer l'exemple. La France doit être fidèle aux promesses de son baptême pour être respectée dans le monde et par tous ceux qui sont venus y vivre. Si nous dénigrons notre histoire, si nous renions notre vocation, si nous n'éprouvons pas la fierté d'être français, pourquoi des étrangers adopteraient-ils nos lois et nos coutumes ? Comment leur faire aimer la France si nous ne l'aimons plus nous-mêmes ?

"Les temps sont mauvais, les temps sont difficiles, ainsi disent les gens, écrivait saint Augustin au Vème siècle. Mais les temps, c'est nous. Tels nous sommes, tels sont les temps." Pour le reste, il revient aux étrangers, dès lors qu'ils sont présents en France, de respecter nos lois, comme doivent le faire tous les français..."

(Chapitre VI - Foi, pages 121/122).



## « La méthode syllabique : une bonne méthode qui a fait ses preuves » (III)

*Quels souvenirs en gardez-vous ? (de l'École, ndlr)*

« Du Cours préparatoire, je me souviens de peu de chose. C'est l'âge où l'on découvre la lecture. Ce devrait être un plaisir pour tous, et ce le fut pour moi.

A l'époque, nous apprenions à lire grâce à la méthode syllabique: une bonne méthode, qui a fait la preuve de son efficacité depuis qu'elle existe. Je m'étonne que l'on s'entête à en utiliser d'autres (plus ou moins "globales") dont l'expérience a révélé, depuis longtemps, qu'elles n'étaient pas adaptées aux enfants.



Le pire, c'est que ces méthodes ont aussi contaminé l'enseignement de la grammaire, au point que des collégiens ont parfois du mal à distinguer les verbes des substantifs... »

(Chapitre II - Enfance, page 44).

## « L'identité d'une nation est liée à son patrimoine » (IV)

***Vous répétez souvent que l'identité d'une Nation est liée à son patrimoine. La question culturelle est-elle, selon vous une question politique ?***

« Oui, je le crois profondément. Chez les Capétiens, culture et politique ont toujours été intimement liées. La création de l'Académie française, par exemple, témoignait, au XVII<sup>ème</sup> siècle, de la volonté royale de marier l'une et l'autre. Il y a un art français profondément politique - ou, du moins, il y en avait un. Nos rois ont permis la constitution d'un patrimoine original qui séduit encore aujourd'hui les Français comme les étrangers. Cet art traduisait, notamment dans la pierre, des valeurs d'ordre et de majesté auxquelles adhéraient les Français. La beauté de ces monuments mais aussi leur audace novatrice - je pense évidemment aux châteaux de Versailles ou de Lunéville - ont contribué à les rassembler autour d'un projet politique en fortifiant le sentiment national. Ils y ont contribué en fondant la citoyenneté, telle que la concevait l'Ancien Régime, sur les sentiments d'appartenance et d'enracinement. Sur une fierté commune. »

(Chapitre VII - Culture, page 134)



***La galerie des Glaces ?  
Mais c'est aussi - tout simplement... - la naissance de Saint Gobain  
et de l'industrie du verre française....***

## « Benoît XVI approfondit le sillon creusé par Jean-Paul II » (V)

***La crise que traverse le christianisme est-elle pour vous une source d'inquiétude ? Comment l'expliquez-vous ? Vous êtes-vous intéressé à l'évolution récente du christianisme, depuis Vatican II ?***

"...Je pense simplement que la France et, au-delà, l'Europe ont pris une mauvaise direction il y a quarante ou cinquante ans. L'Église elle-même insistait plus sur l'action sociale que sur la foi et l'espérance, ce qui explique sans doute que son audience ait diminué: pourquoi resterait-on fidèle à l'Église si rien ou presque ne la distinguait d'une banale ONG ?



Je force le trait, mais c'est pour me faire comprendre: si l'Église ne dérange plus nos habitudes, si elle ne bouscule plus nos certitudes, le risque est d'oublier l'essentiel. Annoncer le Christ, ce n'est pas cultiver le consensus ! Être chrétien, c'est accepter d'être différent, de se démarquer, non par plaisir mais par nécessité quand certaines lois méprisent la personne humaine, quand certains comportements choquent le bon sens. Le Christ est un "signe de contradiction" : "Scandale pour les Juifs, folie pour les païens", dit saint Paul. Je pense que nous avons perdu de vue le Christ pendant quelques décennies, mais les choses évoluent bien. Nous le devons à Jean-Paul II dont la pastorale a remis les chrétiens sur les bons rails en recentrant le message sur les "fondamentaux". Nous le devons à Benoît XVI qui approfondit le sillon creusé par son prédécesseur. De nouveau, tout s'organise autour du Christ. Le reste en découle....."

(Chapitre 6 - Foi, pages 124/125).

## « Le monde entier réarme, sauf l'Europe de l'Ouest » (VI)



*L'Airbus militaire A 400 M: un matériel - parmi tant d'autres -- indispensable*

"...Il nous faut donc disposer à la fois d'effectifs suffisamment nombreux, équipés et entraînés, et d'outils de puissance réactifs, rapides et précis: avions de combat, de transport et de ravitaillement en vol, drones, porte-avions, bâtiments de projection, frégates et sous-marins. Compte tenu de la variété des menaces, seule la possession de cette panoplie complète peut offrir à nos dirigeants la marge de manœuvre dont ils auraient besoin en cas de péril. Ce qui, encore une fois, rend indispensable un effort financier à la hauteur des enjeux -effort d'autant plus nécessaire que les dépenses d'armement ont augmenté de 45% en dix ans à l'échelle mondiale. J'ai sous les yeux les chiffres publiés l'an dernier par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm, dont les données font autorité: +162% en Russie, +62% dans les pays du Golfe, +57% en Asie du Sud. Le budget de la défense d'un pays comme l'Arabie Saoudite ne devrait pas tarder à dépasser celui de l'Allemagne.... Le monde entier réarme, sauf l'Europe de l'Ouest: +6% seulement en dix ans."

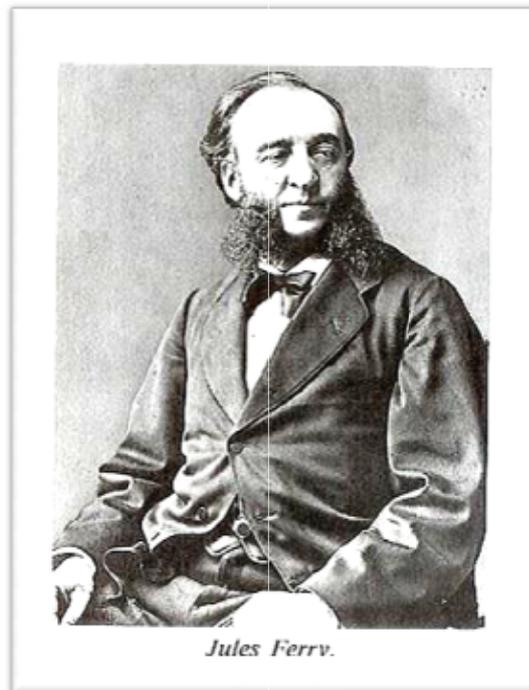
(Chapitre 10 - Défense, pages 194/195):

*PS : (pour mémoire) dépenses militaires des USA: 541 milliards de dollars en 2007, soit 45% des dépenses mondiales; Grande-Bretagne: 59 milliards; Chine: 58 milliards....*

## « La laïcité vient des Evangiles » (VII)

"Sans doute fait-il rappeler, en préambule, que la laïcité a fait partie du bagage chrétien dès l'origine du christianisme. "Rendez à César ce qui appartient à César, à Dieu ce qui appartient à Dieu»: la réponse du Christ aux Pharisiens qui figure dans les Évangiles, a toujours réglé les rapports entre l'Église et l'Etat dans le monde chrétien. Les deux pouvoirs sont distincts. Cela me semble sain: d'un côté le temporel, de l'autre le spirituel.

Il y a d'ailleurs eu des conflits, parfois violents, entre le royaume de France et la papauté, l'un tentant d'imposer à l'autre sa volonté. On se souvient encore de la querelle opposant, à la fin du XIII<sup>ème</sup> siècle, le pape Boniface VIII à Philippe le Bel, qui se déclare "empereur en son propre royaume». La Pragmatique Sanction de Bourges promulguée par Charles VII en 1438 puis le Concordat de 1516 confirment le gallicanisme royal. En 1682, la Déclaration des quatre articles rédigée par Bossuet proclame l'indépendance du roi "dans les choses temporelles". Mais ne nous méprenons pas ! Cette distinction ne signifie pas que le roi ignore l'enseignement de l'Église. Au contraire, le souverain se comporte en "roi très chrétien": il ne s'agit pas de renier la foi, mais seulement d'affirmer son autorité sur la conduite des affaires du pays.



*Sous la laïcité, le laïcisme..., haine du catholicisme.*

Tout autre est le projet de la III<sup>ème</sup> République. Jules Ferry dit vouloir "organiser l'humanité sans roi et sans Dieu". C'est d'abord sur le terrain de l'école que les Républicains engagent le combat...."

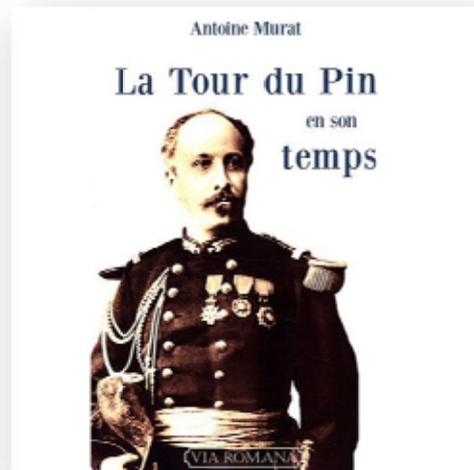
(Chapitre 6 - Foi, page 118).

## « Royalistes et sociaux » (VIII)

"...Le pouvoir politique doit veiller à ce que la compétition ne soit pas sans règles ni limites. Dès le XIXème siècle, les catholiques sociaux, comme Albert de Mun et La Tour du Pin, se sont inquiétés des excès nés de la Révolution: elle prétendait libérer l'homme en dissolvant les corps intermédiaires, elle a surtout libéré le capital. Le Comte de Chambord l'a souligné dans sa Lettre sur les ouvriers en avril 1865: l'Assemblée de 1701 ne s'est pas contentée de donner plus de liberté à l'industrie, au commerce et au travail, comme le réclamaient les Français dans les cahiers de doléances, "elle renversa toutes les barrières, et au lieu de dégager les associations des entraves qui les gênaient, elle prohiba jusqu'au droit de réunion et à la faculté de concert et d'entente... La liberté du travail fut proclamée, mais la liberté d'association fut détruite du même coup" par la loi Le Chapelier. Il en concluait qu'il fallait "rendre aux ouvriers le droit de se concerter, en conciliant ce droit avec les impérieuses nécessités de la paix publique".

C'était bien avant la parution, en 1891, de l'encyclique *Rerum Novarum*, dans laquelle Léon XIII résume la doctrine sociale de l'Église. Les Orléans aussi ont toujours été sensibles à la question sociale. Le duc de Guise, mon arrière-grand-père, définissait la monarchie française comme une monarchie "sociale, familiale et décentralisatrice". Et mon grand-père a rédigé un essai, *Le prolétariat*, où il écrit que "la toute-puissance des oligarchies financières a remplacé l'ères des rois protecteurs du travail." C'était en 1937 !....

(Chapitre 5 - Justice, page 109).



***Albert de Mun et La Tour du Pin, ces royalistes sociaux qui sont à l'origine de la législation du travail en France; qui ont déposé le premier projet de loi sur les syndicats (il s'agissait de créer des syndicats mixtes où auraient coopéré ouvriers et patrons) ; à qui l'on doit, et non aux députés républicains, trop souvent partisans du statu quo, des lois voire des premières propositions de loi sur le repos dominical (1883), sur le salaire minimum légal (1888-1909), sur la réglementation de la durée du travail (1889) et sur la suppression du travail de nuit des enfants et des femmes (1891), sur les retraites (1886), les assurances sociales (1892), les accidents du travail (1893), le patrimoine syndical (1895), etc...***

## « Athènes, Rome et Jérusalem ... » (IX)



*L'un des plus beaux sites de Paris défiguré, dénaturé..... Vous avez dit "Rupture" ?.....*

### ***L'Etat prétend pourtant encourager "l'exception culturelle française"...***

« Je n'ai jamais vraiment compris ce que signifiait cette expression. Le problème n'est pas de faire des films "à la française", par exemple, mais de bons films qui émeuvent, distraient ou suscitent la réflexion. N'est-ce pas l'ambition des réalisateurs ? Encore faut-il encourager nos meilleurs artistes - ce que ne font pas les pouvoirs publics, qui cèdent à toutes les modes.

Ne nous y trompons pas: cette absence de préférences constitue, en soi, une politique, ou bien une fuite en avant. On met sur le même pied l'art grec et les arts premiers, ce qui signifie que l'on rejette l'héritage classique, sur lequel est fondée notre civilisation. Or, au regard de notre Histoire, tout en se vaut pas. L'Europe est le produit d'une histoire nourrie des apports grecs, romains et chrétiens: Athènes, Rome et Jérusalem ! C'est sur ce socle fondamental qu'il nous faut bâtir. L'histoire nous dit aussi comment les monastères ont préservé les trésors de la culture antique et comment, puisant à cette source, une culture nouvelle s'est progressivement formée. Qu'il y ait eu des apports au fil des siècles, c'est évident, mais le socle doit demeurer si nous voulons préserver une civilisation originale, dont la singularité apporte beaucoup au monde entier. Soyons fiers de ce que nous sommes ! Le classicisme a été l'apogée de l'art en France.

Cela ne signifie pas que l'esthétique présente ou future ait à demeurer dans un carcan esthétique ou historique; que l'art de Racine et celui de Philippe de Champaigne doivent être imités. Mais, simplement, qu'il existe un fil conducteur reliant le Moyen-âge à l'Âge classique, puis à l'art moderne, un fil rouge qui constitue précisément notre identité française et occidentale, ce qui fait que nous demeurons nous-mêmes à travers l'histoire et les siècles. Mais on nous apprend à renier cette mémoire: nous sacrifions au mythe de la rupture à tout prix, au point d'oublier ce par rapport à quoi les ruptures sont produites. Que dira-t-on, dans un siècle, des monuments souvent fragiles que nous édifions aujourd'hui, de ces bâtiments dont la modernité se démode en quelques années ? Sur le plan architectural comme sur les autres, la création contemporaine est trop souvent le reflet d'une époque sans repères ni perspectives. »

(Chapitre 7 - Culture, pages 140/141).

## « La France est d'abord un pays chrétien » (X)

"...En tant que chrétien, j'ai besoin de vivre ma foi et je comprends tout à fait que d'autres veuillent vivre la leur. Qui pourrait le leur reprocher ? J'en ai discuté l'an dernier avec Xavier Lemoine, maire de Montfermeil, en Seine-Saint-Denis. Il m'a rappelé, sur ce point, l'enseignement de l'Église, fixé dans la déclaration *Dignitatis humanae* (la dignité de la personne) du concile Vatican II: "C'est faire injure à la personne humaine et à l'ordre même établi par Dieu pour les êtres humains que de refuser à l'homme le libre exercice de la religion sur le plan de la société, dès lors -précision essentielle- que l'ordre public juste est sauvegardé." Il ne s'agit pas d'une reconnaissance égalitaire de toutes les religions, qui diluerait la spécificité chrétienne et inviterait au relativisme, mais d'un droit civil, qui est inhérent à la dignité de la personne.



Mais disons-le clairement: la France est d'abord un pays chrétien. Le christianisme reste la religion la plus pratiquée dans notre pays. Ce n'est pas non plus une religion parmi d'autres: nous lui devons ce que nous sommes. Nul ne peut ignorer cet apport historique et culturel, lié à son antériorité dans le pays. Bien des difficultés seront aplanies si les uns s'en souviennent et si les autres l'admettent. Encore faut-il qu'il y ait des dirigeants pour le rappeler. Sinon, les français ne relèveront pas cet héritage et nous nous acheminons vers la communautarisation du pays. Mais, étant d'un naturel optimiste, je reste confiant. Il y a, à Marseille, des écoles catholiques où 80% des élèves sont musulmans. Je conçois que cela puisse poser des problèmes, mais n'est-ce pas aussi le signe que les musulmans attendent de la France qu'elle reparle de Dieu ?

Mais nous ne conjurerons les risques dont je parle qu'en étant sûrs de ce que nous sommes. Le vrai danger, c'est le doute de soi."

(Chapitre VI - Foi, pages 123/124).

## « Nos gouvernements ont fait venir ... » (XI)

"Nos gouvernements ont fait venir en France, sous la pression du patronat, de très nombreux travailleurs étrangers, pour des raisons économiques, sans se soucier des conséquences sociales. Ces travailleurs y ont trouvé un intérêt matériel et se sont installés en France quand le regroupement familial a été autorisé. Mais, au lieu de les encourager à s'assimiler à la nation, nous leur avons dit, dans les années 1980, que la France était un espace multiculturel, où chacun pouvait s'installer sans contrepartie. Les droits, mais pas les devoirs. Résultat: des communautés qui se côtoient sans participer à une histoire commune. Le cadre national devient flou.



Il me semble qu'il faut distinguer la question de la religion de celle de ses implications sociales. Il y a sur notre sol des confessions différentes: c'est un fait. La question se pose aujourd'hui du statut de l'Islam. Le prince, garant de l'expression religieuse ? Oui ! Mais il ne peut pas tolérer les entreprises de déstabilisation sociale, que certains voudraient fonder sur de fallacieux arguments religieux."

(Chapitre 6 - Foi, Pages 122/123).

## « L'apprentissage est à encourager » (XII)

### *Quelles réformes préconisez-vous pour relancer l'économie française ?*

Il y a trois grands axes d'action: réformer le marché du travail, réformer l'Etat et investir dans la recherche. Si nous tardons encore, ce sont nos enfants qui paieront le prix de notre imprévoyance.

La réforme du marché du travail doit insuffler aux Français une culture du risque et de la responsabilité. Sur les 2,2 millions de postes de travail créés ces vingt dernières années en France, 60% l'ont été dans les administrations publiques. Ce n'est pas normal. Pour moi, la priorité, c'est que nous produisions des richesses marchandes et que nous réduisions la sphère de "l'économie administrée".



Comment y parvenir ? Chacun le sait. Simplifier le droit du travail: c'est indispensable pour favoriser l'embauche des salariés. Remettre à plat notre système fiscal: il est si complexe que personne n'y comprend rien ! Alléger les charges qui pèsent sur les entreprises, donc sur l'emploi. Promouvoir les innovations scientifiques et techniques qui seront au XXIème siècle le facteur déterminant de la richesse et de la puissance des nations. Redonner, enfin, toute sa dignité au travail.

Pour réformer le marché du travail, il faut aider les salariés à développer leurs compétences, d'où l'importance de la formation. Chaque année, des dizaines de milliers de postes ne sont pas pourvus, faute de personnels formés ! C'est ce que m'expliquait Jean-Claude George lors d'un déplacement à Nice: ce chef d'entreprise, "patron" d'une PME spécialisée dans la maintenance d'ascenseurs, est obligé de rechercher ses techniciens en Europe centrale, comme l'ensemble de la profession. Ce n'est pas normal.

La qualité de la main d'œuvre est capitale si nous voulons préserver nos emplois. Les délocalisations ne sont pas irréversibles. Je connais des entreprises qui ont rapatrié leurs centres d'appel téléphonique en France. Parce que le coût du travail ne fait pas tout: il faut tenir compte aussi de la compétence des salariés, dont dépend la qualité du service rendu au client. Pour que la France redevienne le modèle économique qu'elle a longtemps été, il me paraît nécessaire d'investir massivement dans les systèmes d'éducation professionnelle et de les rapprocher des besoins et des filières de formation des entreprises. L'apprentissage mérite d'être développé. Ces réformes sont indispensables pour préserver nos industries de main d'œuvre.

(Chapitre 8 - Economie, pages 162/163).

## « La Chine marquée par ses valeurs confucéennes » (XIII)

*La France devrait renouer avec son histoire pour retrouver son rang ?*

« Les exemples étrangers le confirment. L'Inde est un pays qui a conservé ses structures traditionnelles, et je ne suis pas étonné qu'elle fasse preuve d'un grand dynamisme économique. La Chine reste profondément marquée par les valeurs confucéennes.



*Même si elle conserve par commodité les apparences - mais les apparences seulement.- du marxisme-léninisme, la Chine ne le fait que parce que l'appareil totalitaire hérité de cette idéologie sert sa "centralisation", qui lui permet de lutter -pense-t-elle...- contre les forces centrifuges qui l'assailent.... Mais elle n'hésite pas à exalter son riche passé millénaire : imagine-t-on la république idéologique française promouvoir et exalter les bâtisseurs de cathédrales, elle pour qui le mot d'ordre est "du passé faisons table rase" ?.....*

En Russie, Poutine cherche à s'appuyer sur la tradition orthodoxe. Aux États-Unis, dans les années 1980, la renaissance reaganienne s'est faite sur les grandes valeurs du fondamentalisme protestant. Au Japon aussi, on, note un appétit de ressourcement, avec les visites qu'a faites l'ancien premier ministre Koizumi au sanctuaire shinto de Yasakuni, construit pour célébrer la mémoire des soldats morts pour l'empereur. Il n'y a finalement que l'Union Européenne qui ait peur d'affirmer son identité - et la France en Europe ! Nous avons oublié notre histoire, nous n'osons plus témoigner de la singularité de notre civilisation. J'y vois d'ailleurs un rapport de causalité: c'est parce que nous ne savons plus "qui nous sommes" que nous redoutons l'avenir. Les racines de l'Europe sont chrétiennes. Pourquoi ne pas le dire ? Il ne

faut jamais craindre d'affirmer ce que l'on est. On hésite parfois à le faire de peur d'indisposer les autres: c'est une erreur. On ne se fait pas respecter en transigeant sur ses valeurs. Il nous faut demeurer un exemple. La France est une entité culturelle singulière. Ce n'est pas un espace multiculturel, où des communautés pourraient vivre dans l'ignorance les unes des autres. Comment voulez-vous, sinon, qu'il y ait une vie sociale ?

***Il s'agit donc aussi, pour chacune de ces nations, d'un retour aux sources spirituelles ?***

En effet. Ce grand retour des religions constitue sans doute le phénomène le plus important de notre époque. Les gens sont attachés à des valeurs qui forment leur identité, et pas seulement les plus modestes ou les "déclassés" ! Partout dans le monde, les adeptes de ce regain de ferveur religieuse se recrutent majoritairement parmi les populations urbaines et les éléments les plus jeunes et les mieux éduqués. Cela signifie que les peuples se révoltent non pas contre le progrès technologique mais contre une forme de modernité de type occidental, qui se caractérise par la laïcisation de la société, laquelle débouche in fine sur le relativisme moral, l'individualisme et le consumérisme. En clair, ce retour du religieux me paraît marquer la fin d'un cycle historique, celui qu'avaient ouvert les révolutions américaine et française à la fin du XVIIIème siècle.»

(Chapitre 9 - Politique étrangère, pages 176/177).

## « La Turquie n'est pas en Europe » (XIV)



*"...97% de son territoire sont en Asie..." Qui oserait affirmer, sans se discréditer, que l'Europe a -ou pourrait avoir- une frontière terrestre avec la Syrie, l'Irak, l'Iran ?.....*

### ***Seule l'Europe paraît ignorer ce mouvement...***

« L'Union Européenne, oui. Elle prétend rassembler les peuples qui la composent tout en bannissant ce qui peut les réunir ! Elle est entièrement ouverte à ce qui lui est étranger et totalement indifférente à la conservation de ses traditions. Quiconque voudrait les maintenir est au mieux taxé de "frilosité", au pire accusé d'être "réactionnaire" et mis au ban de la société intellectuelle. S'exerce à son encontre une police de la pensée d'autant plus stricte qu'il n'existe plus de références communes garantissant la cohésion de l'ensemble.

Comment voulez-vous que des dirigeants européens, ne sachant plus ce qu'est l'Europe, soient capables de parler d'une même voix sur les grands problèmes internationaux ? Vraiment, je ne vois pas à quoi sert l'Europe telle qu'elle a été construite. Nous nous sommes lancés dans un "Meccano" institutionnel, sans prendre le temps de réfléchir à ce que nous voulions faire ensemble. Quelles valeurs voulons-nous défendre sur la scène internationale ? Quels sont les fondements de notre civilisation ? En quoi l'Europe se distingue-t-elle des autres blocs ? Les pays qui la composent ont-ils des intérêts communs ? Ce sont nos réponses à ces questions qui doivent guider la politique étrangère de la France et des membres de l'Union Européenne.

L'Europe n'a même pas été capable de donner une réponse claire à la Turquie. Ankara fait valoir qu'une pointe de la Turquie est en Europe. Soit ! Mais 97% de son territoire sont en Asie. Or, c'est la géographie qui détermine la vocation politique d'un pays. Et la géographie nous dit que la Turquie n'est pas en Europe. Les différences culturelles confirment cette évidence. La Turquie est certes un pays laïc, mais sa population est très majoritairement musulmane. Il suffit

de s'écarter des quartiers touristiques d'Istanbul pour le constater ! Ce n'est pas le cas des pays européens. Nier ces réalités serait à la fois absurde et dangereux. Ce qui n'interdit en rien de nouer un partenariat étroit avec la Turquie: Ankara joue un rôle stratégique en Asie. Mais ce n'est pas parce que nous avons intérêt à rester alliés qu'il faut l'admettre en Europe. Ce sont deux mondes différents, dont il faut régler les rapports dans la clarté et dans le respect mutuel. Après tout, c'est bien ce qu'avait fait François Ier avec la Sublime Porte ! ».

(Chapitre 9 - Politique étrangère, page 178).

## « La dette et le déficit, fausses solutions » (XV)

***Vous jugez nécessaire la réforme de l'Etat en matière économique. Qu'entendez-vous par là ?***

« L'urgence dans ce domaine, c'est de réformer les finances publiques pour pouvoir diminuer les prélèvements obligatoires. A force d'intervenir tous azimuts, sans vision politique globale, l'Etat s'est dilué. Il n'est plus capable de résister aux nombreux "lobbies" qui l'assaillent. En a-t-il d'ailleurs la volonté ? Les plus acharnés à demander toujours plus sont les ministres.... L'Etat est prisonnier d'une clientèle qu'il s'est constituée à des fins politiques et dont il est aujourd'hui l'obligé. D'où l'accroissement de la dette.



***Est-ce si grave ? Après tout, les Etats ne peuvent pas tomber en faillite !***

*(Evidemment, les lignes suivantes, et toutes les précédentes ont été écrites bien avant les développements actuels de la crise : Grèce etc...etc...ndlr)*

Détrompez-vous ! Je me garderai des comparaisons hâtives, mais souvenez-vous de l'Allemagne de Weimar. Plus près de nous, l'Argentine a fait faillite en 2002, elle ne s'en est jamais totalement remise. L'Islande ne se porte pas mieux aujourd'hui. Fin juin 2009, le gouvernement français estimait que notre dette publique atteindrait 83% du PIB en 2010 et 88% en 2012. La Grèce et l'Italie ont déjà toutes les peines du monde à trouver des financements à des taux raisonnables sur les marchés internationaux. La dette et le déficit sont de fausses solutions. Une fois la crise purgée, l'Etat devra orienter ses crédits, c'est-à-dire nos impôts, vers des dépenses d'avenir. »

(Chapitre 8 - Economie - pages 163/164).

## « L'ISF pousse à quitter la France » (XVI)

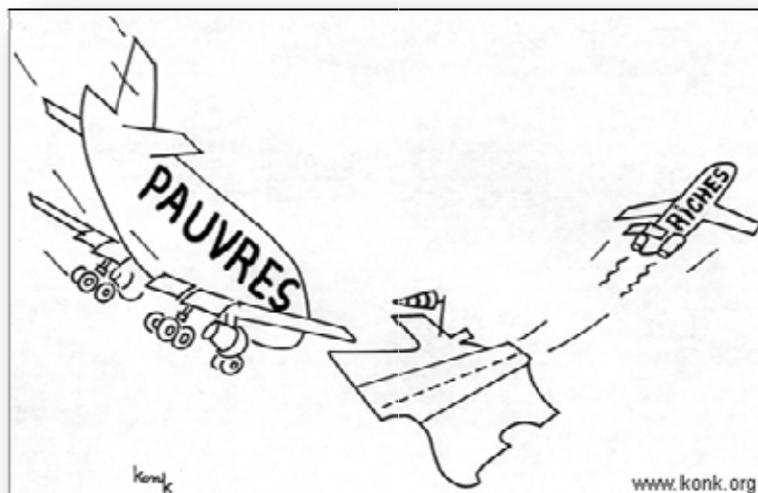
### *Mais comment contrôler les dépenses de l'Etat ?*

« Je propose que l'ensemble des dépenses de l'Etat fasse l'objet d'une évaluation indépendante. Et que les dépenses nouvelles soient sélectionnées après avoir été évaluées et non pas décidées dans l'urgence comme c'est le cas aujourd'hui, souvent pour consolider les "avantages acquis". Pour moi, il ne peut y avoir d'échappatoire: les hausses d'impôts ne font qu'induire à terme des dépenses équivalentes ou supérieures. Toutes les études le montrent, en France comme chez nos partenaires.

Il faut donc revoir complètement le fonctionnement de l'Etat et s'obliger à rendre des arbitrages politiques, forcément douloureux pour les "lobbies" qui ont capturé l'Etat et l'intérêt général à leur profit. Car, en définitive, se fixer comme priorité la politique sociale, l'environnement, la solidarité, en plus de la sécurité, la justice et bien d'autres encore, c'est n'en avoir aucune. Cela revient à laisser filer les dépenses publiques. Nous n'avons pas d'autre choix que de faire des choix. Et nous devons nous assurer qu'ils seront mis en œuvre dans des conditions optimales. Il faut donc évaluer systématiquement toutes les entreprises publiques et toutes les administrations.

Mais l'évaluation n'est pas suffisante. Sans doute faudrait-il introduire plus de concurrence entre le public et le privé (par exemple dans le secteur hospitalier ou dans le système éducatif) mais aussi entre les services publics eux-mêmes. Cette concurrence comparative pourra ainsi permettre d'étalonner de bonnes pratiques.

Cette maîtrise des dépenses devrait être suffisante pour autoriser une baisse des prélèvements obligatoires. Il n'y a pas, pour moi, de fatalité à ce que notre pays reste l'un des plus imposés de l'OCDE. Le taux de prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) avoisine chez nous 44% du PIB: neuf points de plus qu'en Allemagne, dix-neuf points de plus qu'aux Etats-Unis ! N'oublions pas que la concurrence fiscale est liée à la mondialisation. J'ai parfois l'impression que nos hommes politiques raisonnent comme si notre économie était toujours fermée, comme si les personnes ou l'épargne ne circulaient pas librement. C'est assez surprenant !



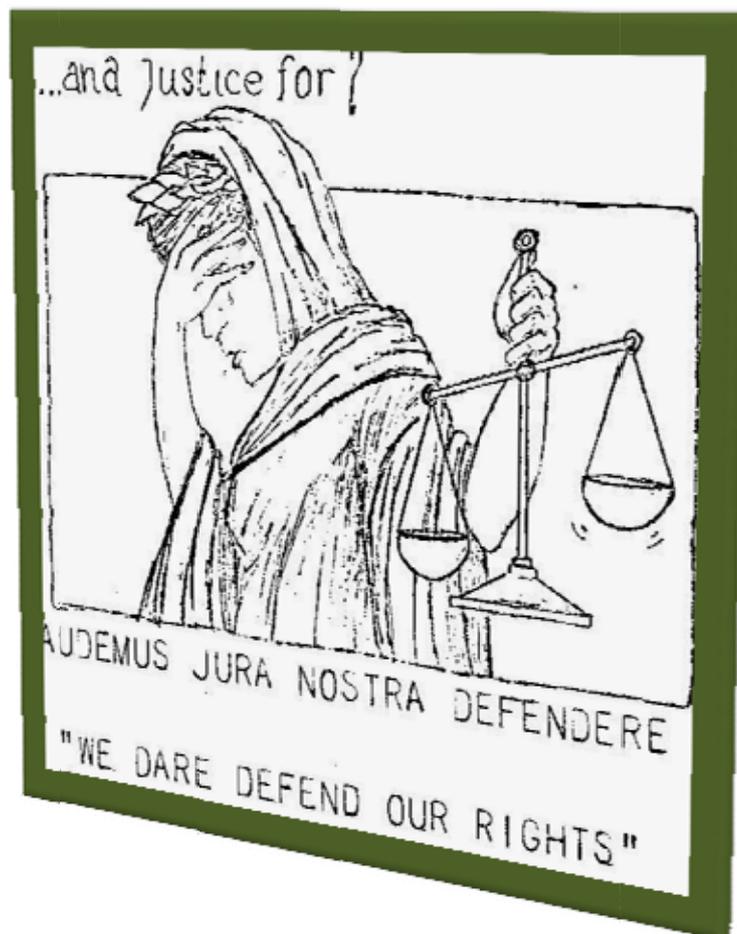
L'impôt sur la fortune (ISF) pousse des contribuables, très souvent des chefs d'entreprise qui ont cédé leur société, à quitter la France pour s'installer officiellement en Belgique, au Luxembourg ou en Suisse par exemple. Ce qui, d'ailleurs, retombe, en termes de pression fiscale, sur tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas quitter notre pays. De nombreuses entreprises françaises font domicilier leur siège social aux Pays-Bas, en raison d'une moindre fiscalité: l'impôt sur les sociétés dépasse 34% en France, il n'est que de 25% aux Pays-Bas et même de 19% en Pologne ! »

(Chapitre 8 - Economie - pages 164/165/166).

## « Ne pas aménager toutes les peines » (XVII)

***La sécurité fait partie des principales préoccupations des Français. Que faire en la matière ?***

"Là encore, revenons à la source de nos maux. On a longtemps lié l'explosion de la délinquance aux difficultés économiques. C'est sans doute un facteur d'explication, mais ce n'est pas le seul. Il existe une relation étroite entre la paix publique et l'éducation. Beaucoup de personnes incarcérées sont tout simplement illettrées. Vous connaissez le mot célèbre de Victor Hugo: "Celui qui ouvre une porte d'école ferme une prison." Je crois qu'il a raison -encore faut-il réformer profondément notre école pour qu'elle instruisse nos enfants dans le respect du savoir et dans le respect des autres, les deux allant de pair. Et que les parents leur inculquent des principes et des règles de conduite, sans quoi la société se désagrège. Si nous obtenons que l'école et les familles fassent ce travail en commun, vous verrez qu'il ne sera plus nécessaire d'édicter autant de lois et que les prisons désempliront.



***Ne faites-vous pas preuve d'un peu d'angélisme ?***

Rassurez-vous: même si j'approuve Victor Hugo, je ne crois pas que la prévention soit la seule solution. Policiers et gendarmes font un travail admirable, il faut le dire ! Malheureusement, l'Etat ne manifeste pas sa force à bon escient: il est souvent trop sévère pour les simples citoyens et trop indulgents pour les criminels et les délinquants. L'espace public est occupé par les "gros bras" et les "grandes gueules"... Je suis pour que les criminels soient sanctionnés comme ils le méritent, et je ne crois pas qu'il faille aménager toutes les peines, contrairement à ce qui se fait aujourd'hui.

Je note, en revanche, que l'on s'intéresse un peu plus aux victimes, et j'en suis heureux. Mais il reste beaucoup à faire. Il n'est pas normal qu'une victime ne puisse pas faire appel d'une sanction pénale: elle doit en avoir le droit si la peine prononcée contre l'accusé lui paraît trop faible. Il n'est pas normal non plus que les victimes ne puissent pas s'exprimer devant les juridictions d'application des peines, ni faire appel de leurs décisions. Beaucoup n'apprennent qu'après coup la libération de leur agresseur. Ce n'est pas admissible. »

(Chapitre V - Justice, Pages 106/107).

## « Francophonie » (XVIII)

### *Vous êtes très attaché à la Francophonie ?*

"Oui. Cet espace francophone est un atout incomparable pour notre pays. Je le connais bien pour l'avoir parcouru du Liban au Québec, de l'Afrique à la Louisiane. Je peux vous assurer que la langue française est partout demandée. Quand je vais au Maroc, je parle français au roi, aux préfets, aux hommes d'affaire, aux gens de la rue. Au fond de la Bekaa, des hommes et des femmes sont venus me voir pour me demander de faire venir au Liban des professeurs français. Sur le continent américain aussi la France est attendue.

C'est d'ailleurs par Québec que j'ai commencé mes voyages politiques à l'étranger. J'avais déjà visité la Beauce québécoise avec le comte de Paris, mon grand-père. J'y suis retourné plusieurs fois, la dernière en juillet 2008, à l'invitation du gouvernement québécois, pour les quatre cents ans de la fondation de la ville par Samuel de Champlain. De nombreux musées patrimoniaux ont été rénovés à cette occasion par les gouvernements québécois et français. C'est bien : il nous faut resserrer les liens entre la France et la Belle Province.



*Le Prince à l'écoute et à la rencontre du monde : deux photos, tirées de notre Album [Le prince Jean de France, héritier de la dynastie fondatrice de notre nation](#) (31 photos) Ci-dessus, clin d'œil symbolique à la Nouvelle Orléans, ou : quand la tradition familiale rencontre l'Histoire....*

La Louisiane -ainsi baptisée en l'honneur de Louis XIV- redécouvre elle aussi le français, après en avoir interdit l'usage jusque dans les années 1960. On y compte aujourd'hui près de 200.000 francophones. A Bâton Rouge, j'ai été reçu par le maire et par le Conseil pour le développement du français en Louisiane (CODOFIL). A La Nouvelle-Orléans, je suis allé rencontrer la communauté française mais aussi les indiens francophones de la nation amérindienne Houma, dont les ancêtres avaient pris le parti des français lors des guerres anglo-françaises. A Lafayette, j'ai vu toutes les organisations acadiennes: c'est la capitale du pays cajun, où se déroule chaque année le plus grand évènement francophone des États-Unis, le Festival international de Louisiane.



*Et, ci-dessus, rencontre avec les Houmas....  
Ils ont été "les enfants rouges de la France".  
Les Houmas, comme les Hurons, ou tant d'autres, sont les descendants  
de ceux qui ont reçu, avec bienveillance  
Jacques Cartier ou Samuel Champlain.*

Oui, la langue française est réclamée partout parce qu'elle est une langue de culture et je crois aussi de paix. Nos amis francophones la défendent souvent mieux que nous-mêmes ! Elle soutient des mœurs, elle exprime une identité, elle définit des exigences. C'est un trésor qu'il nous faut partager. La langue française est notre patrie, dans ce qu'elle a de national, et celle de bien d'autres peuples, dans ce qu'elle a d'universel."

(Chapitre 4 - France, pages 97/98).

## « Je suis un homme de la terre » (XIX)

### *Qu'avez-vous retenu de tous ces voyages ?*

« D'abord une chose que l'on oublie souvent de dire mais que l'on redécouvre quand on prend le temps de parcourir nos régions : c'est que la France est une réalité physique. C'est une réalité historique, certes, qui doit son existence à l'action conjuguée des rois capétiens et du peuple, mais c'est d'abord une réalité physique.



Figurez-vous que j'ai commencé ce cycle de voyages à Saint-Emilion, où j'ai rencontré les producteurs de vin de la Jurade, un vin que Louis XIV, déjà, comparait au "nectar des dieux". Ce n'était pas tout à fait un hasard : j'ai toujours trouvé que la vigne offrait à la France certains de ses plus beaux paysages. Qui ne connaît pas ces merveilleuses routes d'Alsace, de Bourgogne ou de Champagne qui serpentent langoureusement entre les coteaux vallonnés ? Gevrey-Chambertin, Chambolle-Musigny, Vosne-Romanée, Pouilly-Fuissé, Sancerre, Pauillac, Margaux, Sauternes, Chateaufort-du-Pape..., ne trouvez-vous pas que tous ces noms sonnent à l'oreille comme un

quatrain de Ronsard ? Nos grands vins font autant pour la renommée de la France dans le monde que ses monuments historiques ou ses réussites industrielles. Savez-vous que nos exportations de vin ont représenté l'équivalent de cent vingt-neuf Airbus en 2007 ? On ne dira jamais assez combien les viticulteurs - mais aussi les agriculteurs - concourent à l'harmonie des paysages français. J'ai vécu plusieurs années à la campagne, je suis un homme de la terre et j'aime qu'elle soit travaillée comme elle l'a toujours été. Je ne me résigne pas aux friches agricoles, ni à la désertification de nos campagnes.

La France est un pays magnifique. Quand j'étais élève, je rêvais devant ces cartes colorées où se lit le cours de nos grands fleuves, de leur source jusqu'à leur estuaire. Il n'est pas sot d'apprendre que la Loire prend sa source au mont Gerbier-de-Jonc : cela nourrit l'imaginaire des enfants et reste dans les mémoires comme un point de repère commun à toutes les générations. Je crois que la géographie française conduit naturellement à l'amour du pays...."

(Chapitre 4, France, pages 88/89).

**Illustration :** "J'ai toujours trouvé que la vigne offrait à la France certains de ses plus beaux paysages...". Ici, Saint Emilion.

## « Mettre la justice au cœur du projet de civilisation » (XX)



*Martin-Guillaume Biennais,  
Main de justice, 1804.  
Paris, musée du Louvre*

***Vous dites souvent : "Je pense en prince chrétien, j'agis en prince français." Que signifie concrètement cette formule ?***

« Ce n'est pas seulement une formule, c'est une règle de vie. Venant d'où je viens, qui pourrait penser que je me définisse autrement ? Je crois que c'est la seule façon de mériter l'estime des Français, quelles que soient leurs origines et leurs croyances. La foi est pour moi comme une seconde nature, c'est autour d'elle que ma personnalité s'est construite. La lumière que j'en ai reçue a marqué ma manière d'être et de penser. Je veux rester fidèle à ces racines familiales et fidèle à cette notion de service qui m'a été transmise dès le plus jeune âge - et qu'à mon tour je transmettrai, je l'espère, à mes enfants. Dans cette optique, être "prince chrétien" c'est incarner la nécessaire réconciliation de tous les Français autour de l'histoire ancienne et récente de notre pays. Je n'exige évidemment de personne qu'il partage mes convictions. Le souci d'un prince français est de s'adresser à tous ses compatriotes et de les rassembler dans une même affection. C'est aussi en restant fidèle à ses racines que le peuple français pourra relever les défis du futur. Nous avons en nous tout ce qu'il faut pour y parvenir : l'énergie, les compétences. Il nous faut seulement faire fructifier notre génie propre, c'est la condition du succès.

***Vous dites vouloir vous impliquer dans le débat public tout en conservant votre position d'arbitre. N'est-ce pas contradictoire ?***

Non, je ne crois pas. Il suffit d'avoir un peu de recul par rapport à l'actualité. Et de garder en tête le but que je me suis fixé, et qui ne diffère pas de celui de nos rois capétiens : poursuivre, sous une forme adaptée, l'œuvre de justice qu'ils ont entamée. Car c'est d'abord de justice que les Français ont besoin pour retrouver confiance en leurs capacités. Et c'est en mettant la justice au cœur de son projet de civilisation que la France, fidèle à sa vocation retrouvera sa prospérité et son rayonnement au sein des nations.

(Chapitre 12 – *En guise d'envoi*, pages 228/229 et dernière de l'ouvrage).